CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 54.607/4
du 23 décembre 2013

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à l'enregistrement des chargés de l'évaluation des incidences, au service d'accompagnement et aux agents chargés du contrôle, au sens du Chapitre 3 du Titre 3 du Livre 2 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 54.607/4
van 23 december 2013

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de registratie van opdrachthouders voor de effectenbeoordeling, de begeleidingsdienst, en de ambtenaren die belast zijn met de controle in de zin van boek 2, titel 3, hoofdstuk 3 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing'

Le 27 novembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Énergie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à l'enregistrement des chargés de l'évaluation des incidences, au service d'accompagnement et aux agents chargés du contrôle, au sens du Chapitre 3 du Titre 3 du Livre 2 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 23 décembre 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 décembre 2013.

*

Op 27 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Leefmilieu, Energie Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de registratie van opdrachthouders voor de effectenbeoordeling, de begeleidingsdienst, en de ambtenaren die belast zijn met de controle in de zin van boek 2, titel 3, hoofdstuk 3 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 23 december 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 december 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 78/2 de l'ordonnance du 5 juin 1997 'relative aux permis d'environnement', visés à l'alinéa 1er, ne procurant pas de fondement juridique au projet, sa mention sera omise.

Interrogé sur la question de savoir quel est le fondement juridique de l'article 9 du projet, le délégué du ministre a répondu qu'il s'agissait de l'article 78/4, § 1er, de l'ordonnance du 5 juin 1997, précitée.

À l'alinéa 1er, il convient de viser également l'article 78/4, § 1er.

2. L'article 37 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', visé à l'alinéa 2, ne constitue pas la base légale du projet. L'alinéa 2 sera omis.

3. L'article 2.3.53, § 7, de l'ordonnance du 2 mai 2013 'portant le Code bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie' (ci-après : le code), visé à l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2), ne procure pas non plus de fondement juridique au projet. La mention de cette disposition sera omise.

4. En ce qui concerne l'entrée en vigueur de l'article 2.5.1, § 2, du code, il est renvoyé à la première observation relative à l'article 13.

5. À l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 3), il convient de viser également l'avis de l'Inspecteur des Finances du 4 juillet 2013, l'accord du Ministre du Budget du 18 juillet 2013 et l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2013.

Les divers avis seront mentionnés dans leur ordre chronologique.

DISPOSITIF

Chapitre 1er nouveau

Il ne convient pas de laisser un article en dehors d'une subdivision [1].

Il convient dès lors d'insérer, avant l'article 1er, un chapitre 1er intitulé « Définitions ».

La numérotation des chapitres subséquents sera adaptée en conséquence.

Article 1er

L'article 1er, 2°, est inutile dès lors que l'Institut est déjà défini à l'article 1.3.1, 3° du code.

Chapitre 1er (devenant chapitre 2)

Section 1re nouvelle

Aucune disposition ne pouvant se trouver en dehors d'une subdivision, il y a lieu d'insérer, entre l'intitulé « Chapitre 1er (devenant chapitre 2). Enregistrement du chargé de l'évaluation des incidences » et l'article 2, un intitulé « Section 1re. Nécessité d'un enregistrement ». La numérotation des sections subséquentes sera modifiée en conséquence.

L'insertion d'un tel intitulé présentera de plus l'avantage de mieux faire ressortir que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, habilité par l'article 2.5.1, § 2, du code, à opter soit pour un agrément [2], soit pour un enregistrement [3], a fait choix de la seconde possibilité.

Article 9

À l'article 9, b), 2, dans la version française du texte, au lieu d'écrire « profil spécifique d'employés », il convient d'écrire « profil spécifique des salariés ».

Article 10

Les mots « sans préjudice des alinéas 4 et 5 du même article » sont inutiles et doivent être omis.

---

[1] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 63.

[2] Matière visée par les articles 70 à 78 de l'ordonnance du 5 juin 1997 'relative aux permis d'environnement'.

[3] Matière visée par les articles 78/1 à 78/7 de l'ordonnance du 5 juin 1997 précitée.

Article 13

1. L'article 4.4.1 du code dispose que « Le Gouvernement détermine l'entrée en vigueur du livre 2 ».

L'article 2.5.1, § 2, du code, visé à l'alinéa 3 (devenant alinéa 2) du préambule au titre de fondement juridique du projet, fait partie du livre 2 du code et nécessite donc, pour son entrée en vigueur, un arrêté du Gouvernement.

Interrogé à ce sujet, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

> « Je ne vois en effet pas par quel arrêté cet article 2.5.1, § 2 (qui en tant qu'il fait partie du livre 2 du Cobrace dépend d'un arrêté du Gouvernement pour entrer en vigueur, en vertu de l'article 4.4.1) est entré lui-même en vigueur.
>
> Peut-être cela nécessite-t-il une ajoute au projet d'arrêté dans les dispositions 'entrée en vigueur' pour corriger cela … ».

Il y a lieu d'insérer à l'article 13 les mots « et 2.5.1 », entre les mots « les articles 2.3.51 à 2.3.61 » et les mots « du Code ».

2. En prévoyant une entrée en vigueur au 1er janvier 2014, l'article 13 risque de donner au projet un effet rétroactif non admissible.

Il convient de prévoir une date d'entrée en vigueur suffisamment éloignée pour que l'arrêté projeté puisse être publié au *Moniteur belge* au moins dix jours avant cette entrée en vigueur [4].

OBSERVATION FINALE

La version française du projet sera soigneusement revue, notamment sur les points où les imprécisions de la traduction sont susceptibles d'altérer la compréhension du texte.

Tel est notamment le cas de l'article 5, alinéa 2 *in fine* qui, en mentionnant « des rapports ou publications établies par le demandeur de l'enregistrement », suggère que le mot « établies » ne se rapporte qu'au mot « publications », alors qu'il semble que soient également visés les rapports établis par le demandeur de l'enregistrement.

*

[4] Article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Aangezien artikel 78/2 van de ordonnantie van 5 juni 1997 'betreffende de milieuvergunningen', waarnaar verwezen wordt in het eerste lid, geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp, dient de vermelding ervan te vervallen.

Op de vraag welke de rechtsgrond is van artikel 9 van het ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het gaat om artikel 78/4, § 1, van de voornoemde ordonnantie van 5 juni 1997.

In het eerste lid dient eveneens verwezen te worden naar artikel 78/4, § 1.

2. Artikel 37 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen', waarnaar verwezen wordt in het tweede lid, vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp. Het tweede lid dient te vervallen.

3. Artikel 2.3.53, § 7, van de ordonnantie van 2 mei 2013 'houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing' (hierna: het Wetboek), waarnaar verwezen wordt in het derde lid (dat het tweede lid wordt), levert evenmin rechtsgrond op voor het ontwerp. De vermelding van deze bepaling dient te vervallen.

4. Wat betreft de inwerkingtreding van artikel 2.5.1, 2, van het Wetboek, wordt verwezen naar de eerste opmerking met betrekking tot artikel 13.

5. In het vierde lid (dat het derde lid wordt), dient eveneens verwezen te worden naar het advies van de Inspecteur van Financiën van 4 juli 2013, de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 18 juli 2013 en het advies van de de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 19 september 2013.

De onderscheiden adviezen dienen vermeld te worden in chronologische volgorde.

DISPOSITIEF

Nieuw hoofdstuk 1

Een artikel mag niet buiten een onderverdeling gelaten worden[1].

Vòòr artikel 1 dient derhalve een hoofdstuk 1 met als opschrift "Definities" ingevoegd te worden.

De vernummering van de daaropvolgende hoofdstukken moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 1

Artikel 1, 2°, is zinloos, aangezien het Instituut reeds wordt gedefinieerd in artikel 1.3.1, 3°, van het Wetboek.

Hoofdstuk 1 (dat hoofdstuk 2 wordt)

Nieuwe afdeling 1

Aangezien geen enkele bepaling buiten een onderverdeling mag worden gelaten, behoort tussen het opschrift "Hoofdstuk 1 (dat hoofdstuk 2 wordt). Registratie van de opdrachthouder voor de effectenbeoordeling" en artikel 2, een opschrift "Afdeling 1. Noodzakelijkheid van een registratie" te worden ingevoegd. De vernummering van de daaropvolgende afdelingen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

De invoeging van zulk een opschrift biedt tevens het voordeel dat het daardoor duidelijk wordt dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij artikel 2.5.1, § 2, van het Wetboek gemachtigd om te opteren voor een erkenning[2], dan wel voor een registratie[3], gekozen heeft voor de tweede mogelijkheid.

Artikel 9

In de Franse tekst van artikel 9, b), 2, behoort in de plaats van "profil spécifique d'employés" "profil spécifique des salariés" geschreven te worden.

---

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 63.

[2] Aangelegenheid vermeld in de artikelen 70 tot 78 van de ordonnantie van 5 juni 1997 'betreffende de milieuvergunningen'.

[3] Aangelegenheid vermeld in de artikelen 78/1 tot 78/7 van de voornoemde ordonnantie van 5 juni 1997.

Artikel 10

De woorden "onverminderd de alinea's 4 en 5 van hetzelfde artikel" zijn zinloos en dienen te vervallen.

Artikel 13

1. Artikel 4.4.1. van het Wetboek luidt als volgt: "De Regering bepaalt de datum waarop de bepalingen van boek 2 in werking treden".

Artikel 2.5.1, § 2, van het Wetboek, waarnaar in het derde lid (dat het tweede lid wordt) van de aanhef verwezen wordt bij wijze van rechtsgrond van het ontwerp, maakt deel uit van boek 2 van het Wetboek. Voor de inwerkingtreding daarvan is derhalve een besluit van de Regering vereist.

Daarover om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

> « Je ne vois en effet pas par quel arrêté cet article 2.5.1, § 2 (qui en tant qu'il fait partie du livre 2 du Cobrace dépend d'un arrêté du Gouvernement pour entrer en vigueur, en vertu de l'article 4.4.1) est entré lui-même en vigueur.
>
> Peut-être cela nécessite-t-il une ajoute au projet d'arrêté dans les dispositions 'entrée en vigueur' pour corriger cela … ».

In artikel 13 behoren de woorden "en 2.5.1." ingevoegd te worden tussen de woorden "de artikelen 2.3.51 tot 2.3.61" en de woorden "van het Brussels Wetboek".

2. Door te bepalen dat het ontwerp in werking treedt op 1 januari 2014 dreigt artikel 13 aan dat ontwerp een niet-aanvaardbare terugwerking te verlenen.

De datum van inwerkingtreding moet voldoende veraf liggen opdat het ontwerpbesluit op z'n minst tien dagen vóór deze inwerkingtreding in het Belgisch Staatsblad kan worden bekendgemaakt[4].

SLOTOPMERKING

De Franse versie van het ontwerp dient grondig te worden herzien, inzonderheid wat betreft de aspecten die door een onzorgvuldige vertaling op een andere manier begrepen zouden kunnen worden.

[4] Artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen'.

Dat is onder andere het geval met artikel 5, tweede lid, in fine, waar in de zinssnede "des rapports ou publications établies par le demandeur de l'enregistrement" het woord "établies" de indruk wekt dat het enkel terugslaat op het woord "publications", terwijl het blijkbaar ook terugslaat op het woord "rapports", verslagen die eveneens worden opgesteld door de aanvrager van de registratie.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Yves KREINS